

FACE À LA MENACE D'UNE INTERVENTION

Hanoune appelle à une mobilisation
tous azimuts

Grande inquiétude au sein du Parti des travailleurs. Sa secrétaire générale craint une intervention militaire «directe» ou «indirecte». Louisa Hanoune appelle à une grande mobilisation à l'intérieur et à l'international. Tous les relais du PT seront actionnés en vue d'une riposte.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Les menaces qui planent sur l'Algérie ne sont pas à prendre à la légère. C'est l'avertissement lancé, hier, par la première responsable du Parti des travailleurs.

La présence de marines américains au niveau de la base Morón de la Frontera, dans la province de Séville, en Andalousie, et les conséquences que cela peut provoquer ont été au centre des débats lors de la réunion du comité central du Parti des travailleurs. Sa secrétaire générale en est persuadée : l'Algérie est ciblée et la réponse doit être à la hauteur de la menace. Le PT à travers toutes ses structures est en état d'alerte,

mais pas seulement, puisque Louisa Hanoune a fait savoir, hier, que son parti compte lancer une large mobilisation. Une initiative qui vise à alerter l'opinion nationale et internationale autour des dangers qui guettent l'Algérie.

Les organisations syndicales internationales, les partis politiques et tous les amis du parti seront mis à contribution pour faire fléchir l'administration américaine.

Louisa Hanoune affirme que seule une forte pression et une immunisation de l'Algérie de l'intérieur peuvent empêcher la concrétisation du projet de déstabilisation de l'Algérie. Un projet, dira-t-elle, qui n'est pas seulement porté par

des parties à l'extérieur, mais également par des personnes qui se réclament activistes et qui sont à la solde d'ONG qui les rémunèrent pour faire dans l'agitation.

Louisa Hanoune affirme détenir une liste de ces pseudo-activistes et fait savoir qu'elle ne la dévoilera à l'opinion publique qu'au moment «opportun». Seule raison d'espérer de Hanoune, la spécificité de l'Algérie où, dit-elle, la Centrale syndicale, structurée dans toutes les communes du pays, et le Parti des travailleurs peuvent constituer un rempart à toute intervention. Une situation qui tranche avec celle qui avait prévalu au Mali ou en Libye où, faute d'une structure capable de fédérer, les deux pays ont vite vacillé sous les pressions étrangères. Des pressions qui, selon la secrétaire générale du PT, mettent le parti en état d'alerte et le pous-

se à s'associer avec toutes les parties en mesure d'immuniser le pays. En premier lieu, dit-elle, les institutions de l'Etat allant jusqu'à ne pas écarter l'éventualité d'une mobilisation massive des jeunes pour porter assistance à l'armée nationale.

Avant d'en arriver là, Hanoune appelle à la consolidation de la cohésion interne, en apportant les réponses adéquates aux problèmes du chômage non pas seulement dans le sud du pays, mais dans toutes les wilayas et en répondant aux doléances des différents corps de la Fonction publique en grève. Interrogée au sujet de la polémique autour de la maladie du président de la République, Louisa Hanoune dira que l'éthique politique et la morale l'empêchaient de faire de la surenchère à ce sujet.

N. I.

Communiqué
de Noredine
Aït Hamouda

Jeudi 9 mai, mon avocat a déposé une plainte au tribunal de Sidi M'hamed contre Smaïl Mira et les agences de presse qui ont servi de support à sa campagne de diffamation.

Désormais, je m'en tiendrais à cette démarche pour ne pas alimenter une provocation destinée, une fois de plus, à nourrir la polémique dans une conjoncture bien déterminée.

**Noredine
Aït Hamouda**

AFFAIRES RELIGIEUSES

Vers la hiérarchisation des mosquées

Les mosquées du pays, actuellement au nombre de 14 000 à l'échelle nationale feront l'objet d'une hiérarchisation, un projet de loi y afférent étant actuellement au niveau du gouvernement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Cet aspect de la vie culturelle du pays fait partie du grand chantier de réglementation et de remise à niveau d'un secteur aussi sensible que celui de la gestion de la chose religieuse.

Surtout que le danger de sectes aux extrémistes les unes que les autres pèse crescendo sur la société en l'absence jusque-là d'un cadre juridique que les pouvoirs publics tentent depuis peu de mettre en place.

Ce projet de hiérarchisation des mosquées prévoit, selon Mohamed Aïssa, inspecteur général au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, qui était hier, l'invité de la rédaction matinale de la Chaîne III de la Radio nationale, une architecture nationale.

Au sommet de la pyramide, la grande mosquée du pays qui

aura des appendices au niveau des wilayas (mosquée pilote), des mosquées d'organisation à l'échelle des daïras et des communes.

Et le projet n'omet pas les salles de prière, ces moussalates qui pullulent parmi les cités universitaires, les administrations, les entreprises, les casernes et les quartiers populaires dont la majorité échappe au contrôle de la tutelle des affaires religieuses et sont les tribunes idéales pour les porteurs de nouveaux concepts religieux très dangereux. Ces lieux, précisera Aïssa, seront transformés en mosquées de quartiers dans lesquelles, cependant, la prière du vendredi ne sera pas officinée.

Autre axe d'intervention du département de Ghlamallah allant dans le sens de soustraire au mieux les affaires culturelles des tentations extré-



Photo : DR

Les mosquées seront soustraites des tentations extrémistes importées.

mistes importées, selon Aïssa, par des sectes : la réorganisation du tissu associatif religieux jusque-là régi par la défunte loi 31-90 relative aux associations.

Désormais, l'article 47 de la toute nouvelle loi promulguée en décembre 2012, donne autorité au ministère des Affaires religieuses en matière d'accord préalable de ses services pour l'agrément de toute entité associative se réclamant du domaine religieux.

Ce qui permet, poursuivra-t-il, de faire retrouver aux associations religieuses leur statut de comité de mosquée, dont le rôle est la construction, la maintenance et la gestion de la mosquée.

Aussi, ces nouvelles dispositions ont-elles permis la création d'associations pour les écoles coraniques pour faire face au pullulement d'écoles coraniques qui ne respectent

pas le référent religieux du pays et des associations qui s'occuperont excessivement des rites religieux, hadj, zakat, sadaka et wakf.

Autant d'outils juridiques que sous-entend un combat contre ce que l'inspecteur général au département de Ghlamallah considère comme étant des pratiques étrangères à notre référent national, allusion faite à ces nouvelles manifestations religieuses de la part, notamment de la frange juvénile et essentiellement estudiantine.

Pour lui, la manifestation de ces sectes ne peut être analysée que comme une «invasion étrangère», prenant en exemple l'Achmadisme qui existait déjà et dont cheikh Ahmed Hémani avait banni via une fetwa, la pratique qui renie le prophète Mohamed (QSSSL) comme dernier des Prophètes et qu'un indien, du nom

d'Achmed Mirza, le serait. Aïssa ne fait pas montre d'inquiétude quant à la dangerosité de l'action de ces sectes pour peu, dira-t-il, «qu'elles ne s'organisent pas et ne nourrissent pas d'ambitions idéologiques et politiques à même de chambouler et de détruire le référent religieux national».

Ce qui n'est pas le cas certes présentement mais l'on doit être sur nos gardes car, poursuivra-t-il, «le danger de ces sectes est qu'elles extrapolent les marginaux de la société, les gens qui recherchent un rôle qui ne le trouvent pas dans le contexte actuel et qu'ils trouvent dans des missions étrangères. Elles évoluent dans les lieux non musulmans, mossalates des cité U, des administrations, quartiers et autres sous-sols, garages, lieux échappant au contrôle de la tutelle des affaires religieuses».

M. K.

SALAIRES DES DÉPUTÉS

L'APN nie toute augmentation

L'Assemblée populaire nationale a démenti, hier, l'information relative à l'augmentation des indemnités des députés. «Les services du président de l'APN démentent formellement les affirmations de certains titres de la presse nationale relatives à une prétendue augmentation des indemnités des membres de l'APN et considèrent, par conséquent, que de telles informations sont dénuées de tout fondement», a précisé la direction de la communication de l'Assemblée dans un communiqué rendu public hier.

Le communiqué indique que «le principe de l'augmentation des indemnités relatives au logement, au transport et à la restauration a été effectivement discuté lors d'une réunion du bureau de l'APN tenue il y a six mois et aucune décision n'a été prise à ce sujet».

T. H.